

Publié le: 17-04-2013



Le Parlement européen a adopté aujourd'hui les estimations préliminaires des recettes et des dépenses pour l'année financière 2014 - la première phase dans le processus budgétaire du Parlement européen. Cette première série de chiffres présentée en février par le secrétaire général du Parlement, a réclamé un budget de 1,8 milliards d'euros (3,47% d'augmentation sur 2013), afin de financer les coûts ponctuels en 2014 des élections du Parlement européen et l'adhésion complète de la Croatie. Le Parlement européen a déjà négocié la réduction de cette augmentation de 5 millions d'euros plaçant beaucoup d'espoir dans de nouvelles baisses dans la deuxième phase du budget après l'été. Un amendement proposé par le groupe ADLE, réclamant que toute augmentation du budget final soit réduite par un gel en termes réels, en stricte conformité avec le taux d'inflation, a malheureusement été rejeté au cours du vote en séance plénière. Cela aurait garanti que 25 millions d'euros d'économies supplémentaires auraient été trouvés d'ici le vote final en octobre de cette année.

George Lyon (LibDem, Royaume-Uni), porte-parole de l'ADLE sur le dossier a déclaré : "Nous devons être cohérents dans notre demande au Parlement européen, et après le gel du budget administratif ces deux dernières années en solidarité avec les efforts d'assainissement des États membres, le Parlement doit continuer à faire preuve de retenue".

"Le budget 2014 sera exceptionnel, avec les élections au Parlement européen qui se dérouleront en mai et la première année complète de l'adhésion de la Croatie assumant leurs propres coûts, mais je me réjouis que le Parlement ait franchi cette première étape dans le processus budgétaire et tous les députés se sont engagés à travailler en étroite collaboration avec l'administration du Parlement pour parvenir à un accord final après l'été".

"Bien que nous aurions préféré obtenir un engagement afin de geler le budget du Parlement comme marche à suivre pour notre deuxième phase de négociations à l'automne, je me félicite de l'accord transpartisan afin de rechercher de nouvelles économies".

"En cette période de difficultés financières, il est juste que le Parlement européen fasse preuve de la même retenue que les familles et les entreprises en Europe qui travaillent dur afin d'équilibrer leur budget".

"Le fait que nous ayons déjà pu réduire les coûts de déplacement et geler les indemnités est appréciable, mais il est clair qu'il y a encore beaucoup de travail.", a-t-il conclu.